

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

du 13 février 2015

Salle d'honneur de la Mairie à 20H00

La convocation du Conseil Municipal a été établie le 6 février 2015.

Présents : Le maire, Alain LORIGUET, Mme GUIBRET, M. THIBERT, Mme PETITOT, M.VERNEREY, M. BARTHOD, M. BLUTEAU, Mme HACQUARD, Mme ADAM-NORMAND, M. HEQUETTE, Mme GAUTHIER, M. TROUTIER, M. VERNIER, M. COUVAL, Mme GIGNET, Mme JEANNERET, Mme BONET, Mme MORGADINHO, M. GILLIARD, M. ALLAIN, M. VALZER.

Absentes excusées : Mme MOUGNARD (pouvoir à Mme BONET)
Mme TRUCHETET (pouvoir à Mme GUIBRET)

Absente : Mme MORGADINHO

Monsieur Nicolas Vernier, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir les fonctions de Secrétaire de séance.

Ordre du Jour

Affaires Générales

15-06 Convention cadre du service mission temporaire du Centre de Gestion du Doubs

15-07 Projet de transformation du Bureau de Poste en Agence Postale Communale

Domaine de l'animation

15-08 Rythmes scolaires : convention de partenariat 2014 -2015 MJC/commune de Thise

Domaine des finances

15-09 Ouverture anticipée de crédits d'investissement

Domaine de l'urbanisme, travaux, environnement

15-10 Convention avec la SPA portant « fonctionnement et gestion d'une fourrière »

15-11 ONF : programme des travaux 2011

15-12 Assiette, dévolution et destination des coupes de l'exercice 2014-2015

Questions diverses

Affaires Générales :

15- 06 Convention cadre du service mission temporaire du Centre de Gestion du Doubs

Le maire expose au conseil municipal que le Centre de Gestion du Doubs a créé un service de remplacement, afin de pallier l'absence momentanée de fonctionnaires territoriaux ou pour des besoins occasionnels.

L'exposé du maire entendu, le conseil municipal, à l'unanimité :

- Valide les termes de cette convention ;
- autorise le Maire à la signer, ainsi que tout document afférent ;
- autorise le Maire, en cas de besoin, à recourir à ce service mis en place le Centre de Gestion du Doubs.

15-07 Projet de transformation du bureau de poste en Agence Postale Communale

Le maire rappelle que ce projet a déjà été soumis en décembre dernier, mais ajourné, le temps de prendre des renseignements complémentaires. Une réunion de travail avec La Banque Postale a permis de confronter les avantages et inconvénients du projet, étant entendu qu'une présence postale est essentielle sur la commune. Elle est, qui plus est, conforme à la politique menée au titre de la revitalisation du centre bourg.

Le diagnostic fourni par la banque postale permet d'établir que 80 % des actes relèvent du courrier contre environ 20 % pour du commercial. Il est précisé que l'agent communal, qui reste placé sous l'autorité hiérarchique du Maire, n'a pas à effectuer d'accroche commerciale. L'administré pourra gérer au moyen d'une borne internet des actions sur le compte courant et livrets uniquement. Les retraits sont plafonnés à 350 € par semaine.

La banque postale a également précisé dans sa proposition un certain nombre de points relevant des responsabilités des parties :

- En cas de vol ou dégradation, la Poste est responsable de ses biens et valeurs et des instances, sauf faute avérée de la commune dans la sécurisation des locaux ;
- En cas d'erreur commise par l'agent APC, la Poste devra indemniser le client lésé. Elle ne se retournera pas contre l'agent ;
- En cas de vol ou dégradation, la Poste est responsable de ses biens et valeurs et des instances, sauf faute avérée de la commune dans la sécurisation des locaux. S'agissant de l'agent APC, il peut s'agir d'un accident de service (fonctionnaire) pris en charge par son employeur, la commune. S'agissant des clients, l'attaque à main armée est considérée comme un cas de force majeure, par conséquent, les dommages matériels et/ou corporels subis par les clients ou tiers ne seront pas indemnisés.

Sur l'aspect financier, l'indemnité mensuelle passe de 996 € à 1.000 € par mois, en plus de la prime d'installation de 3.000 €, et de la prise en charge de travaux d'aménagement dans la limite de 15.000 €.

La gestion d'une APC par un commerçant ouvre droit aux éléments de rémunération suivants :

- une subvention de 316 € par mois ;
- 76 centimes par opération bancaire;
- 4 % sur le chiffre d'affaires.

Après avoir entendu l'exposé du maire, le conseil municipal, à 18 voix pour, 3 contre et 1 abstention :

- Se prononce favorablement sur le projet de création d'une APC ;
- Valide les termes de la convention relative à l'organisation d'une APC.

Domaine de l'animation, de la culture, des sports et des loisirs :

15-08 Rythmes scolaires : convention de partenariat 2014 -2015 MJC/commune de Thise

Monsieur le maire rappelle que depuis 2012, les élus mènent une réflexion continue autour des rythmes de l'enfant. C'est dans ce cadre que la Ville de Thise s'est engagée dès 2012 dans une large concertation où toute la communauté éducative a été invitée à plusieurs réunions d'échange et d'information.

Ces groupes de travail ont permis l'élaboration d'une proposition de consensus mettant en place des nouveaux temps d'apprentissage, d'éveil et de détente, applicable dès le mois de septembre 2014.

Dans la continuité d'un partenariat déjà bien établi, la municipalité a décidé de déléguer la gestion de ces nouveaux temps d'activités périscolaires (TAP) à la MJC Palente. La commande ainsi passée a instauré l'objectif de permettre à chaque enfant d'accéder à une offre scolaire, culturelle, sportive et de loisirs de qualité.

Il est donc proposé au conseil municipal de valider la convention de partenariat liant la MJC et la commune pour l'année scolaire 2014-2015.

Celle-ci définit les engagements des parties, et notamment pour la MJC l'obligation de garantir la sécurité des enfants lors des TAP, avec un nombre d'encadrants adéquat et la présence en continue d'un coordonnateur, chargé de se déplacer sur la commune afin de parer à toute éventualité.

En outre, elle institue un comité de pilotage chargé d'examiner la réalité des objectifs de l'année en cours et d'élaborer le programme prévisionnel de l'année suivante.

Le coût des prestations est fixé dans la maquette financière annexée à la convention et s'élève à près de 70.000 € pour l'année 2014-2015. Il sera revu annuellement.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal :

- Valide pas les termes de la convention de partenariat 2014-2015 MJC/commune de THISE, pour une durée d'un an.
- Autorise le maire à la signer, ainsi que tout document afférent.

Domaine des finances

Supprimée :

Ouverture anticipée de crédits d'investissement

Après renseignements pris auprès du trésorier, Mr Laporte, cette délibération fait double emploi avec celle prise au précédent conseil municipal du 14 janvier 2015, sous numéro 14-04

Domaine de l'urbanisme, travaux, environnement

15-9 Convention avec la SPA portant « fonctionnement et gestion d'une fourrière ».

M. le Maire propose au conseil municipal de souscrire une convention de fourrière avec la "société protectrice des animaux" de Besançon afin de répondre aux impératifs de la loi en matière d'animaux errants, précisés par les articles L 2212-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, et l'article 213 et suivants du code rural (loi 89-412 du 22 juin 1989 et loi 99-5 du 6 janvier 1999). Monsieur le Maire précise que l'allocation annuelle s'élève à 0.35 € par habitant, étant entendu que la commune peut émettre à l'encontre des propriétaires des animaux, s'ils sont connus, un titre de recouvrement concernant les frais de conduite au refuge.

La convention est conclue pour une durée d'un an et tacitement reconduite d'année en année, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des deux parties au moins un mois avant la fin de la période en cours.

Après en avoir délibéré, à 20 voix pour et 2 contre le conseil municipal :

- Valide les termes de la convention pour le fonctionnement et la gestion d'une fourrière ;
- autorise le maire à la signer ainsi que tout document afférent.

15-10 ONF : programme des travaux 2015

M. le maire propose à l'approbation du conseil municipal le Programme des Travaux forestiers 2015 établi par l'Office National des Forêts :

Localisation	Libellé	Quantité	Budget
	Travaux sylvicoles		
Parcelle 20	Dégagement de régénération naturelle avec création de cloisonnements, végétation herbacée ou semi ligneuse de faible diamètre. Dégagement de plantation rez terre sur la ligne : Hêtre	9.00 ha	I
Parcelle 33r	Dégagement de régénération naturelle avec création de cloisonnements ligneuse très dense ou de fort diamètre	0.60 ha	I
Parcelle 45	Dépressage manuel localisé avec nettoyage de jeune peuplement feuillu à 6-9 m	0.80 ha	I
Parcelle 48j	Dégagement manuel de plantation sur la ligne avec coupe rez-terre ou à hauteur adaptée à la taille des plants	3.00 ha	F
	Commande de bombes de peinture		
Toute parcelle	Entretien du périmètre et ou du parcellaire : Fourniture de peinture	1	F

Le montant total est de 12 275.00 € HT, soit 13 502.50 € TTC, dont 11 268.00 € HT en investissement et 1 007.50 € HT en fonctionnement.

Le conseil municipal, à l'unanimité, approuve la présente délibération.

15-11 Assiette, dévolution et destination des coupes de l'exercice 2014-2015

Vu le Code forestier et en particulier les articles L1, L141-1, L143-1, L143-2, L144-1, à L144-4 et L145-1 à L145-4.

Exposé des motifs :

Le Maire rappelle au conseil municipal que :

- la mise en valeur et la protection de la forêt communale sont reconnues d'intérêt général. La forêt communale de THISE, d'une surface de 445 ha étant *susceptible d'aménagement, d'exploitation régulière ou de reconstitution*, elle relève du Régime Forestier ;

- cette forêt est gérée suivant un aménagement approuvé par le Conseil Municipal et arrêté par le préfet datant de 2012. Conformément au plan de gestion de cet aménagement, l'agent patrimonial de l'ONF propose, chaque année, les coupes et les travaux pouvant être réalisés pour optimiser la production de bois, conserver une forêt stable, préserver la biodiversité et les paysages ;

- la mise en œuvre du régime forestier implique pour la commune, des responsabilités et des obligations notamment la préservation du patrimoine forestier et l'application de l'aménagement qui est un document s'imposant à tous.

En conséquence, il invite le Conseil Municipal à délibérer sur l'assiette des coupes 2014-2015 puis sur la dévolution et la destination des produits issus des coupes de bois réglées, des coupes non réglées des parcelles 30i, 31i, 37p, 38p, 33r, 34r, 35r, 36r, 39r et des chablis.

Considérant l'aménagement en vigueur et son programme de coupes ;

Considérant le tableau d'assiette des coupes proposé par l'ONF pour la campagne 2014-2015 ;

1. Assiette des coupes pour l'exercice 2015

Conformément au programme des coupes de l'aménagement forestier, l'agent patrimonial de l'ONF propose pour la campagne 2014-2015, l'état d'assiette des coupes annexé à la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- approuve l'état d'assiette des coupes 2014-2015 dans sa totalité ;
- autorise M. le maire à signer tout document afférent.

2. Dévolution et destination des coupes et des produits de coupes

2.1 Vente aux adjudications générales :

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Décide de vendre aux adjudications générales les coupes et les produits de coupes des parcelles comme suit :

Préciser les parcelles et, pour les feuillus, les essences	En bloc et sur pied	En futaie affouagère	En bloc façonné	Sur pied à la mesure	Façonnées à la mesure
Résineux	33r, 35r et 36r				
Feuillus	31i	39r Découpes : <input type="checkbox"/> Standard <input type="checkbox"/> Aux hauteurs indiquées sur les fûts <input type="checkbox"/> Autres :.....	30i, 37p, 38p, 33r et 34r		

Nota : pour les lots de plus de 3 000 € vendus en adjudication et payés comptant, les clauses générales de vente prévoient un escompte de 2% pour les coupes vendues en bloc et sur pied et de 1% pour les autres coupes. Si la commune refuse l'escompte, elle devra prendre une délibération spécifique.

- Autorise Monsieur le maire à signer tout document afférent et notamment de vente.

2.2 Délivrance à la commune pour l'affouage :

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

- Destine à l'affouage le produit des coupes des parcelles 30i, 31i, 33r, 34r, 37p, 38p et 39p;

Mode de mise à disposition	Sur pied	Bord de route
Parcelles	30i, 33r, 34r, 37p, 38p et 39p	

- Autorise Monsieur le maire à signer tout document afférent.

Une délibération spécifique à l'affouage arrête son règlement, le rôle d'affouage, le montant de la taxe et les délais d'exploitation et de vidange, et désigne les 3 garants.

15-12 Convention relative au groupement de commande entre la commune de Serre-les-Sapins et d'autres communes membres du Grand Besançon pour l'élaboration d'un Ad'Ap.

I. Contexte

La Loi du 11 février 2005 relative à l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, dite « Loi handicap » place au cœur de son dispositif l'accessibilité du cadre bâti et des services à toutes les personnes handicapées.

Le décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 a fixé un délai de 10 ans pour la mise en conformité des Etablissements Recevant du Public (ERP). Cette mise en conformité devant donc être effective avant le 1er janvier 2015.

Pour répondre au retard pris par de nombreux Maîtres d'Ouvrages dans la réalisation des travaux, le gouvernement a mis en place par voie d'Ordonnance N° 2014-1090 datée du 26 septembre 2014 l'Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP).

Ce dispositif s'impose à tout Maître d'Ouvrage et/ou exploitant dont le patrimoine d'ERP ne répond pas au 31 décembre 2014 aux exigences d'accessibilité définies à l'article L.111-7-3 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Le dépôt de l'Ad'AP auprès de l'Autorité Administrative (Préfecture ou Mairie selon les cas) devra intervenir dans un délai de 12 mois à compter du 26 septembre 2014.

Afin d'optimiser leurs achats, de contribuer à la maîtrise de leurs budgets et de bénéficier de l'expertise administrative et technique de la commune de Serre-Les-Sapins, plusieurs communes membres du Grand Besançon ont décidé de regrouper leurs commandes concernant le recrutement d'un bureau d'études spécialisé en accessibilité pour l'élaboration des Ad'AP.

La mission confiée au bureau d'études, se décomposera en 3 phases :

- Remise à jour du diagnostic d'accessibilité réalisé précédemment (prise en compte des travaux effectués, des nouvelles normes,...)
- Définition de la stratégie de mise en accessibilité et des dérogations à envisager
- Formalisation du dossier d'Ad'Ap

II. Convention

Par la présente convention, en application de l'article 8 du code des marchés publics, la commune de Serre-les-Sapins et plusieurs communes membres du Grand Besançon : conviennent de se grouper pour constituer un groupement de commande en vue de passer un marché d'élaboration des Ad'Ap.

Le marché sera passé sous forme de procédure adaptée, pour un montant estimé à 180 000 € HT. Chaque commune devra payer le prestataire en fonction du montant qui la concerne, soit d'après l'estimation environ 2,90€/habitants. Le prix définitif ainsi que la répartition par commune sera transmis par le coordonnateur à chaque membre du groupement après notification de l'attribution du marché.

Le groupement de commandes est constitué pour la durée de la procédure, jusqu'à l'acceptation des Ad'Ap par la Préfecture.

Le coordonnateur du groupement est la commune de Serre-les-Sapins, appuyée par les services du Grand Besançon et la mission accessibilité du CCAS de Besançon. Cette mission ne donne pas lieu à rémunération.

Les principales missions assurées par le coordonnateur sont les suivantes : recensement des besoins des membres du groupement, détermination de la procédure de passation applicable, élaboration du DCE, analyse des candidatures et des offres, signature et notification du marché au titulaire.

Après avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal :

- Approuve les termes de la convention de groupement de commande relative l'élaboration d'un Ad'Ap,
- S'engage à inscrire au budget les crédits nécessaires,
- Autorise le Maire, ou son représentant, à signer la convention constitutive du groupement de commande.

♦ Délibération	n° 15-06	Convention cadre du service mission temporaire du Centre de Gestion du Doubs Unanimité
♦ Délibération	n° 15-07	Projet de transformation du bureau de poste en Agence Postale Communale 18 voix pour, 3 contre et 1 abstention
♦ Délibération	n° 15-08	Rythmes scolaires : convention de partenariat 2014 -2015 MJC Palente/commune de Thise Unanimité
♦ Délibération	n° 15-09	Convention avec la SPA portant «fonctionnement et gestion d'une fourrière» 20 voix pour et 2 contre
♦ Délibération	n° 15-10	ONF : programme des travaux 2015 Unanimité
♦ Délibération	n° 15-11	Assiette, dévolution et destination des coupes de l'exercice 2014-2015 Unanimité
♦ Délibération	N° 15-12	Convention relative au groupement de commande entre la commune de Serre-les-Sapins et d'autres communes membres du Grand Besançon pour l'élaboration d'un Ad'Ap. Unanimité